

**Cahier des Clauses
Techniques Particulières
Procédure n°2025-2506067001**

Supervision de Services d'Aide à Domicile dans le cadre d'une Etude Nationale de Coûts



Sommaire

Introduction.....	3
1. Objet des prestations	4
2. L'étude nationale de coûts : objectifs et mise en œuvre.....	4
2.1 Le contexte et les objectifs de l'ENC.....	4
2.2 Echantillonnage de l'ENC	5
2.3 Périmètre	5
2.4 Méthodologie de l'ENC	6
2.5 Outils mis à disposition	7
3. Nature de la prestation de supervision	8
3.1 La prestation de supervision des services participants	9
3.1.1 Mise en place du respect du calendrier	9
3.1.2 Aide à la mise en place des phases	10
3.1.3 Echanges sur les contrôles.....	10
3.1.4 Confidentialité et protection des données	10
3.1.5 Profil requis pour la supervision	10
3.2 L'organisation des échanges avec l'ATIH	11
3.2.1 Echanges réguliers avec l'ATIH.....	11
3.2.2 Coordination de la supervision	12
3.2.3 Les livrables.....	12
4. Charge de travail et rémunération de la prestation de supervision	14
4.1 Charge de travail estimative.....	14
4.2 Rémunération du prestataire.....	15
5. Annexes	16

Introduction

L'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH) est un établissement public de l'État à caractère administratif, régi par les articles R.6113-33 et suivant du Code de la santé publique, et chargé :

- 1° du pilotage, de la mise en œuvre et de l'accessibilité aux tiers du dispositif de recueil de l'activité médico-économique et des données des établissements de santé mentionné à l'article L. 6113-8 ainsi que du traitement des informations mentionnées au même article ;
- 2° de la gestion technique du dispositif de financement des établissements de santé ;
- 3° d'analyses, études et travaux de recherches sur les données des établissements de santé ;
- 4° d'apporter son concours aux travaux relatifs aux nomenclatures de santé, menés pour la mise en œuvre de l'article L. 161-29 du code de la sécurité sociale ;
- 5° de la conception et de la réalisation d'études sur les coûts des établissements et services mentionnés à l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- 6° De la conception et de la réalisation des études nationales de coûts mentionnées à l'article L. 6113-11 ;
- 7° du recueil et de l'analyse de données dans le cadre de dispositifs d'évaluation de la qualité, de la conformité et de la coordination des prises en charge sanitaires et médico-sociales par les professionnels et l'ensemble des acteurs, ainsi que de la satisfaction des personnes concernées. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale définit la liste et le contenu de ces dispositifs ainsi que les destinataires des résultats, le cas échéant en précisant la nature des résultats communiqués à chacun ;
- 8° sur demande du ministre chargé de la santé, d'apporter son concours pour répondre à une alerte sanitaire ou en gérer les suites ;
- 9° d'apporter son concours à la gestion technique du dispositif de financement des établissements et services médico-sociaux.

Acteur clé du système de soins, l'agence détient le savoir-faire technique dans le traitement des données des établissements de santé, à des fins d'analyses comme le suivi de l'activité et de la performance des établissements de santé.

L'ATIH est implantée sur deux sites :

- Le siège à Lyon : 117, boulevard Marius Vivier Merle, 69329 LYON Cedex 03
- L'antenne à Paris : 13, rue Moreau, 75012 PARIS

L'ATIH est responsable entre autres de la conduite des Etudes Nationales de Coûts (ENC) auprès des établissements de santé, dans les champs médecine chirurgie obstétrique (MCO), soins médicaux et de réadaptation (SMR) et hospitalisation à domicile (HAD).

1. Objet des prestations

Les prestations attendues par l'ATIH portent, sur la supervision de Services d'Aide à Domicile dans le cadre d'une étude nationale de coûts (ENC) menée par l'ATIH.

Le superviseur assure un accompagnement personnalisé des SAD et veille à la qualification des données en garantissant leur qualité, leur cohérence et leur conformité tout au long de l'étude.

2. L'étude nationale de coûts : objectifs et mise en œuvre

2.1 Le contexte et les objectifs de l'ENC

Les Services autonomie à domicile, un secteur-clef de la politique autonomie

L'aide à domicile est nécessaire pour permettre aux personnes âgées dépendantes et personnes en situation de handicap de vivre en logement ordinaire. Cette aide est fournie majoritairement par des services autonomie à domicile (SAD), dont les prestations d'aide et d'accompagnement sont solvabilisées par des prestations légales et extra-légales (notamment l'Allocation personnalisée d'autonomie, la Prestation de compensation du handicap, les plans Oscar des CARSAT etc.) et des financements additionnels (notamment au titre de la dotation complémentaire et des revalorisations salariales). Le financement des SAD par les Conseils départementaux et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) représentait ainsi 9,3 milliards d'euros en 2023. Les enjeux de soutien au secteur sont en outre appelés à se renforcer avec le vieillissement démographique et le souhait de permettre à davantage de personnes en perte d'autonomie de continuer à vivre en logement ordinaire.

Un secteur dont le modèle économique reste pourtant mal connu

Pour autant, le secteur et son modèle économique restent relativement mal connus. Une étude de coûts portant sur la période 2011-2013 a permis de réaliser une estimation du coût de revient d'une heure d'intervention et d'analyser de potentiels facteurs de surcoûts. Toutefois, la faible taille de l'échantillon n'a pas permis de refléter l'hétérogénéité du secteur en termes de statut juridique, taille, contexte géographique etc. En outre, les modifications importantes intervenues depuis dans le secteur (notamment : revalorisations salariales, création des SAD mixtes) et les difficultés économiques pointées par les acteurs rendent nécessaires le recueil et l'analyse de données récentes et précises relatives aux coûts et à l'activité des SAD.

Une étude ambitieuse réalisée à des fins d'amélioration des politiques publiques de soutien au secteur

Pour ces raisons, la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) et la CNSA ont missionné l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH), agence nationale référente pour la réalisation d'étude de coûts dans le secteur sanitaire et médico-social, pour réaliser une étude nationale de coûts sur les SAD. Le recueil est conçu de manière à disposer de données portant sur un grand nombre de services et permettant de mieux connaître leur activité d'aide et d'accompagnement ainsi que la composition, les facteurs et le niveau des coûts de cette activité. Ces données devront permettre de nourrir les réflexions sur des modèles de financement alternatifs de l'activité d'aide et d'accompagnement des SAD et, plus généralement, d'alimenter des études à des fins d'appui aux politiques publiques mises en œuvre par la DGCS et la CNSA dans le cadre de leurs missions.

2.2 Echantillonnage de l'ENC

L'ENC est réalisée sur un échantillon de SAD, avec une cible de 500 services (donnée transmise à titre indicatif).

La participation se fera sur la base du volontariat. L'appel à candidature est prévu au cours des deuxième et troisième trimestres 2025.

Les éléments d'information seront disponibles sur le site de l'ATIH, sur la page dédiée à l'ENC SAD au lien : [Domaines d'activités : Information sur les coûts | ATIH.](#)

Un défraiement est prévu pour les services participants. Celui-ci sera conditionné à la transmission complète des données de coupe et des éléments de comptabilité analytique, conformément à la méthodologie définie dans le cadre de l'étude.

Chaque SAD retenu fera l'objet d'une convention établie avec l'ATIH, précisant les modalités de participation et les engagements réciproques.

2.3 Périmètre

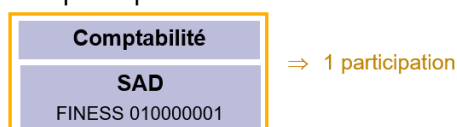
La participation peut être établie soit au niveau d'un FINESS géographique unique, soit à l'échelle d'un groupement regroupant plusieurs FINESS géographiques. Le financement alloué correspond à une participation globale, quel que soit le nombre de FINESS géographiques concernés dans le périmètre retenu.

Pour déterminer le niveau de participation du SAD, il est essentiel de s'assurer que le périmètre retenu corresponde à l'unité sur laquelle portent les comptes sociaux arrêtés et certifiés par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes.

Par ailleurs, le recueil des données d'activité devra être réalisé de manière exhaustive. Il devra couvrir l'ensemble des usagers ainsi que tous les intervenants relevant des FINESS géographiques inclus dans le périmètre de participation défini.

Exemple 1 : le SAD a un site d'activité et une comptabilité correspondante.

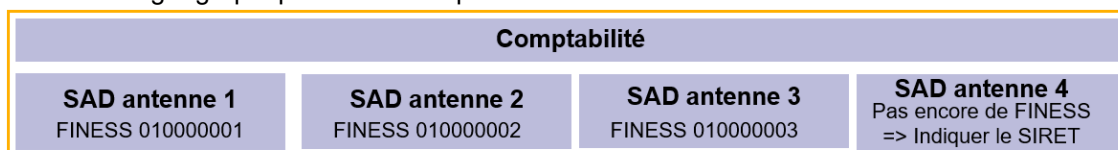
La participation se fera donc au niveau du FINESS géographique unique du SAD.



Exemple 2 : le SAD a 4 antennes. La comptabilité du SAD regroupe l'activité de ces 4 antennes.

La participation correspondra à la comptabilité sur ce niveau et la coupe d'activité devra être réalisée sur les 4 antennes.

Un FINESS géographique sera choisi pour remonter l'ensemble de l'activité.

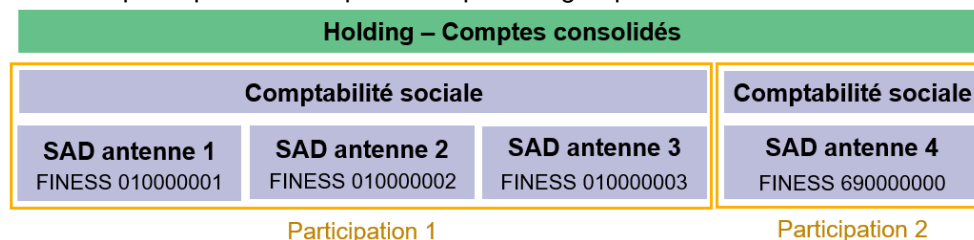


⇒ 1 participation

Exemple 3 : le SAD fait partie d'un groupe.

Une consolidation est faite au niveau de la holding mais des comptes sociaux sont bien produits au niveau des entités exploitantes.

La participation se fera au niveau de la société exploitante avec les données d'activité concernées. Plusieurs participations sont possibles pour un groupe.



2.4 Méthodologie de l'ENC

La méthodologie de l'ENC fait l'objet d'un guide méthodologique qui sera publié sur le site internet de l'ATIH.

L'ENC se décompose en 2 recueils distincts (la coupe et la comptabilité analytique).

- La coupe

Le recueil d'activité correspond à une photographie détaillée de l'activité de la structure sur une période donnée. Cette phase est désignée sous le terme de « coupe ». Elle porte sur deux semaines consécutives, représentatives de l'activité habituelle du service. Les données sont saisies, contrôlées et validées directement dans le logiciel dédié à la collecte : RAMSECE-SAD.

La collecte repose sur plusieurs fiches, en cours de finalisation, qui sont fournies à titre informatif en annexe de ce CCTP. Ces fiches permettent de structurer et d'organiser la collecte des données, afin d'en assurer la cohérence et l'exhaustivité. Il s'agit notamment de :

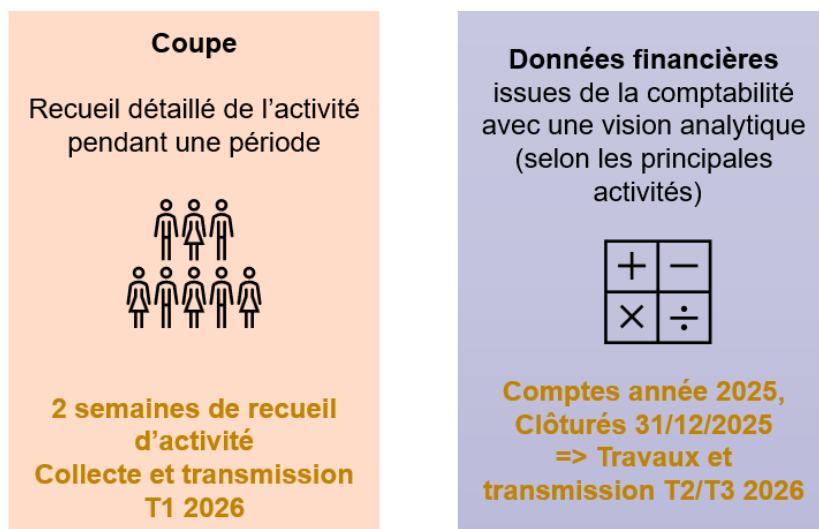
- **Fiche structure** : permet de renseigner l'identification et la description de la structure. Une seule fiche est à remplir pour la période considérée.
- **Fiche coupe** : contient les éléments contextuels propres à la période de coupe. Une seule fiche est à remplir pour la période considérée.
- **Fiche usager** : regroupe les informations relatives aux usagers sur la période de coupe. Une fiche est à compléter pour chacun des usagers.
- **Fiche intervenant** : une fiche est à remplir pour chaque intervenant mobilisé durant la coupe. Elle comprend des informations sur les caractéristiques des intervenants, un recueil détaillé des temps de travail ainsi que les trajets effectués.

La phase de collecte et de transmission de cette coupe est prévue au cours du premier trimestre 2026.

- Comptabilité analytique

En complément du recueil d'activité, les services doivent transmettre des données financières issues de leur comptabilité, avec une présentation analytique selon les principales activités. Ces données reposent sur les comptes de l'exercice 2025, arrêtés au 31 décembre 2025. Leur traitement et leur transmission sont attendus au cours des deuxième et troisième trimestres 2026. Un fichier Excel sera mis à disposition sur la plateforme dédiée ; il devra être complété par les services, puis déposé une fois renseigné.

En synthèse :



2.5 Outils mis à disposition

L'ATIH livre aux SAD de l'échantillon 3 outils spécifiques (un logiciel (RAMSECE), une plateforme (e-SAD) et des tableaux de contrôle mis à disposition sur une plateforme sécurisée) :

- Le logiciel **RAMSECE** sera utilisé pour la collecte des données issues des fiches de coupe. Les SAD pourront saisir directement les informations dans l'interface du logiciel, ou bien importer les données à partir d'un fichier au format CSV. RAMSECE offrira également une fonctionnalité de transmission automatisée vers la plateforme dédiée.
- Pour la comptabilité analytique, un second outil développé par l'ATIH sera mis à disposition sous la forme d'un **fichier de type Excel** structuré, accessible via une plateforme dédiée. Ce format vise à standardiser la collecte des données et à en faciliter le traitement selon la méthodologie de l'étude.
- La transmission centralisée de l'ensemble des données (fiches coupe et comptabilité analytique) s'effectuera via la plateforme **e-SAD**. Cette plateforme permettra aux services participants de générer et télécharger des tableaux de contrôle, facilitant l'analyse, la vérification et la fiabilisation des données transmises. Une fois ces étapes réalisées, les données pourront être validées de manière définitive.

Dans le cadre de la préparation de cette campagne, chaque membre de l'équipe du prestataire sera formé aux outils mis à disposition des services en amont du début du recueil.

Tout nouveau membre intégrant l'équipe du prestataire en cours de marché devra être formé aux outils par le prestataire.

3. Nature de la prestation de supervision

L'ATIH souhaite passer un marché avec une société prestataire qui accompagnera les SAD durant les phases de recueil et de traitement des données, et assurera le contrôle de la qualité de ces données. Cette prestation est appelée « supervision ». Dans la suite du document, les intervenants du prestataire seront dénommés « superviseurs ».

L'étude nationale de coûts s'appuie sur une méthodologie (voir 2.4) qu'il convient de respecter, et sur des outils informatiques conçus par l'ATIH (voir 2.5).

L'objectif général de la supervision est d'apprécier la conformité des travaux réalisés par les SAD participants à la méthodologie ENC. De ce fait, la supervision est une composante essentielle du processus global de retraitement, de contrôle et de validation des données émanant des SAD.

Elle comprend 2 volets dont les éléments essentiels sont listés ci-dessous ; le prestataire ayant toute latitude pour faire des propositions complémentaires.

Volet de supervision :

- La réalisation d'un bilan préalable dont l'objectif essentiel est de s'assurer que le SAD supervisé est bien dans les conditions optimales pour réussir l'étude nationale de coûts. Pendant cette période de contrôles préalables, une visite sur site du superviseur peut s'avérer nécessaire. Le prestataire détaillera dans son offre les cas dans lesquels il estime devoir réaliser une visite au sein d'un SAD supervisé ;
- L'accompagnement du SAD durant la phase de mise en place des conditions préalables aux travaux, en particulier pour l'utilisation des outils informatiques cités au 2.5 ;
- L'assistance et le conseil aux SAD dans la mise en œuvre de la méthodologie ENC et dans la constitution des bases de données livrables ;
- L'accompagnement à la transmission des données comprenant l'accès à la plateforme internet de l'étude par l'intermédiaire d'un identifiant et d'un mot de passe ;
- L'évaluation de la cohérence des données d'activité résultant de l'application de la méthodologie, notamment au moyen des tableaux de contrôle (développés par l'ATIH) évoqués ci-dessus. Une mise à jour actualisée de la liste de ces contrôles sera transmise à la notification du marché.
- La vérification des phases comptables, qui doivent être correctement réalisées par le SAD, dans le respect des règles du guide méthodologique, et de la cohérence des données comptables avec les données d'activité ;
- Les échanges avec les personnes chargées de l'étude dans le SAD afin d'une part de justifier les valeurs extrêmes et les données atypiques, et d'autre part de vérifier la correction des erreurs détectées, cela jusqu'à la validation de l'ensemble des données par l'ATIH ;
- La rédaction d'un rapport de supervision par le SAD tel que décrit au 3.2.3. Il est important de noter que le livrable attendu ne consiste pas à reprendre les écarts constatés mais à fournir des éléments explicatifs contextuels concernant les atypies ou situations particulières.

Volet de propositions :

- La proposition de tableaux de contrôle complémentaires et d'ajustements du rapport de supervision afin d'enrichir le processus de supervision ;

- La proposition d'indicateurs cibles concernant la qualité des données recueillies. Ces indicateurs sont libres et constituent des pistes de progrès ;
- La proposition d'évolutions de la méthodologie basée sur une explication précise des cas rencontrés, et d'améliorations des consignes d'application de cette méthodologie ;
- La réalisation d'une synthèse globale, chiffrée et comparative, sur les indicateurs des SAD suivis en cours de campagne. Cette synthèse est libre dans sa forme et doit être envoyée en fin de campagne. Elle résume la campagne, donne une analyse des SAD suivis et doit pouvoir alimenter les réflexions de l'ATIH sur le sujet.

La prestation attendue de la part du titulaire comprend la supervision proprement dite des SAD, les échanges permanents avec les représentants de l'ATIH et l'élaboration des livrables.

3.1 La prestation de supervision des services participants

3.1.1 Mise en place du respect du calendrier

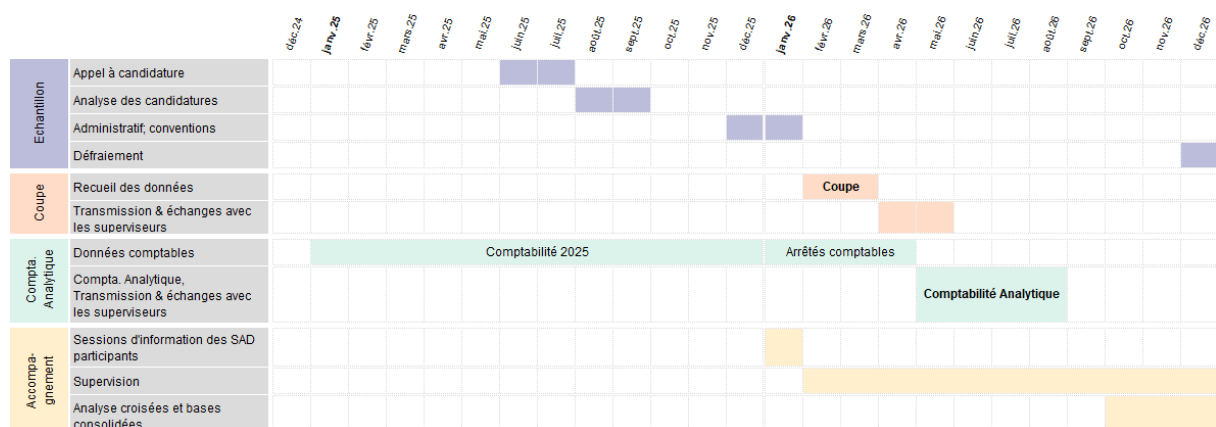
L'ATIH a défini un calendrier prévisionnel pour le déroulement de l'étude (cf. schéma ci-après) comprenant notamment des dates de transmission des résultats (première validation et validation finale).

Le calendrier définitif de la campagne sera fourni au prestataire au moment de la réunion de lancement. L'ensemble des dates de ce CCTP sont susceptibles d'être ajustées par l'ATIH.

Les premiers échanges du superviseur avec le service doivent permettre de vérifier la mise à disposition des moyens nécessaires à l'enquête par service (disponibilité des pièces comptables validées, système d'information, moyens humains, etc.) et d'adapter avec lui le calendrier prévisionnel d'avancement en tenant compte de l'estimation de la charge de travail nécessaire pour accomplir chaque phase, mais aussi des disponibilités du répondant (congrés, temps de travail sur site, etc.).

Ces aménagements devront cependant respecter les échéances de transmission définies par l'ATIH.

Traditionnellement, les contacts entre services et superviseurs sont pour la plupart assurés par téléphone et par échanges de courriels. Toutefois, les superviseurs peuvent se déplacer *in situ* si la situation l'exige. Dans ce cas, le coût lié aux déplacements est réputé compris dans le prix.



Si la coupe est amenée à être décalée après la comptabilité analytique, le rapport de cohérence reste attaché à l'analyse des données de coupe et devra être transmis à l'issue de celle-ci.

3.1.2 Aide à la mise en place des phases

La principale tâche du superviseur sera de fournir au service assistance et conseil dans la mise en œuvre de la méthodologie de l'enquête et dans la constitution du livrable.

Ceci comprend notamment :

- l'assistance au recueil des données d'activité, les contrôles de cohérence et d'exhaustivité et la validation des données individuelles ;
- l'aide au remplissage du cadre de saisie ISENCE, à l'import des fichiers et à la saisie des données individuelles dans le logiciel RAMSECE ;
- la vérification des phases comptables, qui doivent être correctement réalisées par le SAD, dans le respect des règles du guide méthodologique ;
- l'évaluation de la cohérence des données résultant de l'application de la méthodologie, notamment au moyen des tableaux de contrôle. Une mise à jour actualisée de la liste de ces contrôles sera transmise à la notification du marché.

3.1.3 Echanges sur les contrôles

L'accompagnement du SAD implique également que le superviseur informe le SAD du résultat des contrôles effectués, afin d'une part de recueillir ses explications et de justifier les valeurs extrêmes et les données atypiques, et d'autre part de veiller à la correction des erreurs détectées.

3.1.4 Confidentialité et protection des données

A l'occasion du marché, l'ATIH s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur toutes les informations et les documents auxquels elle a accès pendant toute la réalisation de ses prestations

Chaque membre de l'équipe de supervision est tenu au secret professionnel. Il gardera confidentiel l'ensemble des données et informations connues du service dans le cadre de sa prestation de supervision pour l'ATIH.

La protection des données personnelles recueillies pendant toute la durée du marché doit être mise en œuvre en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD) et les clauses relatives à la confidentialité et à la protection des données à caractère personnel figurant dans le CCAP. Une description des actions qui seront déployées est attendue dans la note méthodologique.

3.1.5 Profil requis pour la supervision

La supervision efficace d'un SAD requiert de fortes compétences en matière de comptabilité analytique et des connaissances approfondies sur le système d'information métier et comptable au sein d'un établissement médico-social. Cette supervision nécessite également une bonne connaissance de l'activité des SAD supervisés.

Les CV des superviseurs devront être fournis à l'ATIH. Le prestataire s'engage à informer l'ATIH en cas de changement au sein de son équipe de superviseurs en cours de campagne. Ces changements éventuels devront être approuvés par l'ATIH.

D'autre part, en cas de défaillance d'un superviseur (expertise technique insuffisante, réactivité envers le SAD trop longue, etc.), le prestataire s'engage à changer le superviseur en cours de campagne.

L'affectation des superviseurs devra tenir compte, selon le profil et la quotité de temps consacrée à l'étude, d'un nombre maximal de dossiers par superviseur.

Enfin, l'affectation des superviseurs aux services au début de la campagne devra se faire en concertation étroite avec l'ATIH.

3.2 L'organisation des échanges avec l'ATIH

3.2.1 Echanges réguliers avec l'ATIH

Les échanges réguliers entre les superviseurs et l'agence doivent permettre de garantir :

- une homogénéité des pratiques par la mise en œuvre de procédures communes à l'ensemble des superviseurs en matière d'accompagnement, de contrôles et d'analyses ;
- l'élaboration d'outils de reporting dans le cadre de la traçabilité des contacts avec les services et de la gestion du risque (échec ou abandon) ou l'amélioration du processus de contrôle qualité des données ;
- un transfert de connaissances vers l'ATIH des analyses réalisées sur les données financières et médicales dans le cadre de l'amélioration du processus de contrôle qualité.

Les échanges entre le superviseur et l'ATIH sont formalisés par l'organisation d'une réunion de lancement de campagne et d'une réunion de clôture.

L'ATIH organisera à Lyon une réunion de lancement à l'intention de l'ensemble des superviseurs en amont du début de la campagne. Durant cette journée seront en particulier détaillés le contenu et l'utilisation attendue des tableaux de contrôle par les superviseurs.

La présence à cette réunion de l'ensemble des personnes affectées à la supervision par le prestataire est obligatoire.

Chaque superviseur devra prendre connaissance du contenu du guide méthodologique avant la réunion de lancement. Celle-ci permettra de revenir sur certains éléments techniques et présentera les outils informatiques utilisés par les services. Elle précisera les processus d'échanges entre les différents acteurs, le contenu des livrables, le calendrier et l'organisation interne à l'ATIH afin que les interlocuteurs soient bien identifiés.

L'ATIH organisera également à Lyon une réunion de clôture en fin de campagne après la remise des livrables par le prestataire. Elle permettra de constater leur remise et de recueillir des propositions (méthodologiques, techniques, ou organisationnelles) émanant du prestataire pour améliorer le processus de contrôle qualité. Le prestataire préparera à cette occasion une note synthétique dont il détaillera la forme et le contenu dans son offre.

Le suivi de l'étude sera également assuré par l'envoi hebdomadaire à l'ATIH d'un fichier de suivi de la campagne présentant l'avancement mis à jour. Le prestataire en détaillera la forme et le contenu dans son offre. Son format et contenu final sera soumis à la validation des référents ENC de l'ATIH. Un point

bi-mensuel, téléphonique ou en web-conférence, sera organisé entre le référent ATIH et le chef de mission, dont le calendrier sera fixé lors de la réunion de lancement.

En cas de question ou de difficulté d'une quelconque nature que le prestataire ne pourrait résoudre par lui-même, ce dernier contactera son référent à l'ATIH.

Une absence de réponse du service aux sollicitations du superviseur de plus de 15 jours calendaires devra être signalée à l'ATIH.

Plus généralement, toute difficulté persistante avec un service sera signalée par courriel au référent ATIH et à la direction de COLLIGE dans les plus brefs délais.

3.2.2 Coordination de la supervision

Les enjeux considérables et multiples relatifs aux études nationales de coûts nécessitent la fourniture d'une prestation de qualité ; cette exigence de qualité porte en particulier sur la qualité des données recueillies et sur le respect des délais de campagne. Dans ce cadre, l'encadrement et la coordination des superviseurs doivent permettre de garantir :

- une homogénéité des pratiques par la mise en œuvre de procédures communes à l'ensemble des superviseurs en matière d'accompagnement, de contrôles et d'analyses ;
- l'élaboration d'outils de reporting dans le cadre de la traçabilité des contacts avec les services et de la gestion du risque (échec ou abandon) ou de l'amélioration du processus de contrôle qualité des données financières ou médicales ;
- un transfert de connaissances vers l'ATIH des analyses réalisées sur les données financières et médicales dans le cadre de l'amélioration du processus de contrôle qualité ;
- le suivi et l'accompagnement des services en difficulté de manière à s'assurer que l'ensemble des mesures ont été prises pour éviter leur sortie prématurée de l'étude ;
- la correction par le service de l'ensemble des erreurs détectées au cours de la campagne ;
- la vérification de la mise en œuvre des axes d'amélioration identifiés en fin de campagne précédente par le superviseur ou par le référent ATIH.

La coordination de supervision doit être réalisée par une seule personne dont l'identité sera transmise au référent ENC. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'ATIH durant toute la campagne. Il transmettra les éléments de synthèse d'avancement de la campagne au référent et alertera l'ATIH en cas de problème majeur sur un SAD supervisé. Il collectera les demandes et remarques de l'équipe de supervision pour les transmettre au référent. La personne en charge de la coordination sera le « point d'entrée » avec l'ATIH pendant la campagne.

3.2.3 Les livrables

Le Bilan Préalable

La période des contrôles préalables doit être l'occasion, pour le superviseur, d'établir un premier contact avec le SAD et de dresser un premier bilan des points bloquants et facteurs de risques pour la campagne. A l'issue de cette période est produit le Bilan Préalable. L'intégralité des bilans préalables sont à transmettre à l'ATIH 45 jours après la réception du bon de commande détaillant la liste des SAD émis par l'ATIH.

Il doit permettre à l'ATIH de suivre l'ensemble des points de vigilance relevés par les superviseurs et, si nécessaire, d'entrer en contact avec les SAD en difficulté. A l'issue des contrôles préalables, l'ATIH se réunit pour prendre la décision, SAD par SAD, de poursuivre la supervision, ou de l'arrêter.

La période d'échanges avec le service

Au-delà des contrôles préalables, la procédure comporte un premier temps d'échanges entre le service et le superviseur, sur la base de documents administratifs et comptables, de fichiers, et de tableaux de contrôles standardisés disponibles sur e-ENC. Un guide de lecture des tableaux de contrôle est disponible sur le site de l'ATIH et sur la plateforme e-ENC.

Durant cette phase, qui constitue l'étape centrale du processus global de validation, le superviseur est tenu d'accompagner le service, c'est-à-dire d'intervenir activement, au besoin en se déplaçant, afin de l'aider à assurer dans la mesure du possible l'exhaustivité et la cohérence de ses données.

Un rapport de cohérence des données d'activité à l'issue de la coupe

Chaque superviseur devra vérifier la cohérence de données d'activité transmises lors de la coupe par les participants à l'étude.

Ce rapport de cohérence est un document normé et sera réalisé à partir des tableaux de contrôle des données d'activité générés automatiquement lors du dépôt par le SAD.

Le rapport de cohérence doit être transmis au plus tôt après la validation des données par le SAD.

Le rapport (avec avis favorable ou défavorable sur les données de coupe) doit être remis au plus tard 30 jours après cette date de validation des données de coupe de ce SAD.

Le Rapport de Supervision

Le superviseur doit produire un rapport de supervision par SAD suivi, quelle que soit la situation du SAD à la fin de la campagne. Il s'agit d'un document normé qui contient les informations nécessaires et en principe suffisantes pour que l'ATIH puisse juger de la qualité des données collectées. Il fait état objectivement de la situation constatée lorsque le superviseur prononce la clôture du dossier, c'est-à-dire lorsqu'il considère, dans le respect des délais impartis, qu'il a apporté au processus de contrôle toute sa valeur ajoutée.

Le rapport de supervision est déposé sur la plateforme de gestion documentaire mise à disposition par l'ATIH et est visible par l'établissement.

C'est sur la base de ce rapport, complété autant que de besoin par des échanges superviseur - ATIH, que l'ATIH prend la décision de valider ou non les données du SAD. Il doit donc être rédigé dans un souci d'exhaustivité et de clarté. Il n'est pas demandé au superviseur de se positionner vis-à-vis du SAD en approuvant – ou en rejetant – explicitement ses données, mais une appréciation d'ensemble (respect ou non-respect de la méthodologie ENC) figurant en conclusion du rapport est de fait indispensable pour permettre à l'ATIH de fonder sa décision.

Le rapport de supervision constitue la propriété de l'ATIH, qui en disposera et le communiquera à sa convenance. Ce rapport servira à l'ATIH pour exercer son ultime contrôle.

Il est demandé au prestataire de fournir à l'ATIH¹ l'ensemble des rapports correspondant aux SAD dont il assure la supervision, qu'il s'agisse de rapports traduisant une situation standard de contrôle mené à

¹ Le nom de l'interlocuteur sera précisé lors de la notification du marché.

son terme (quelle qu'en soit la conclusion en termes de qualité) ou de rapports éventuellement contradictoires constatant un échec et/ou un abandon. Ces livrables seront fournis sous format numérisé, par envoi mail dans un premier temps (avant observations de la direction du SAD) puis par envoi courrier ou par mail pour le document signé par les deux parties.

L'ensemble de la documentation de nature administrative et comptable doit être déposée par l'établissement sur la GED ENC. Le superviseur doit vérifier la remise de la documentation minimale indiquée dans la convention.

La clôture de la supervision d'un SAD donné doit intervenir au plus tôt après la validation finale des données par le SAD. Le rapport (avec avis favorable ou défavorable) doit être remis au plus tard 30 jours après cette date de validation finale des données de ce SAD.

Exemple : un SAD valide ses données le 25 septembre 2026. Le superviseur dispose de 30 jours pour clôturer ses données et transmettre le rapport de supervision à l'ATIH, soit avant le 25 octobre 2026.

Si le prestataire rencontre des difficultés pour respecter ces délais, il devra en informer par courriel le responsable de la direction COLLIGE dans les meilleurs délais.

A l'occasion de l'appréciation de ses travaux, l'ATIH demandera au prestataire de revoir tout rapport qui apparaîtrait non conforme aux consignes données.

Phase de propositions

A la date de clôture de la campagne :

- réalisation d'une synthèse globale, chiffrée et comparative, sur les indicateurs des services suivis en cours de campagne. Cette synthèse est libre dans sa forme et doit être envoyée en fin de campagne. Elle résume la campagne, donne une analyse des services suivis et doit pouvoir alimenter les réflexions de l'ATIH sur le sujet.
- propositions d'évolutions, en particulier des outils techniques, afin de capitaliser pour d'éventuels nouveaux recueils ENC dans le champ médico-social.

4. Charge de travail et rémunération de la prestation de supervision

4.1 Charge de travail estimative

La liste des SAD confiés au prestataire sera imposée par l'ATIH, et communiquée au prestataire avant le début de la campagne de supervision. La cible est d'environ 500 SAD participants (donnée transmise à titre indicatif).

Le nombre minimum et maximum de services pour la durée du marché est décrit dans le point 1.3 du CCAP.

La charge de travail correspondant à la supervision d'un SAD est estimée entre 3,5 jours et 4 jours / homme.

4.2 Rémunération du prestataire

Précisions sur les cas d'abandon :

Il est possible qu'en cours de campagne, (le plus souvent au début de la campagne mais parfois plus tardivement), certains services de l'échantillon initialement confiés au prestataire abandonnent l'étude.

Il arrive parfois que le service se trouve en réelle difficulté parce qu'il ne parvient pas, malgré l'aide du superviseur, à satisfaire à certains contrôles fondamentaux comme notamment des problèmes majeurs d'identification des séjours, d'in vraisemblance de coûts moyens par unité d'œuvre, de taux de suivi des charges directes excessivement faibles, de défaut de recueil des unités d'œuvres sur les séjours, etc. Dans une telle situation, en théorie le service ne doit pas valider ses propres données, et doit décider d'abandonner la campagne en cours. Toutefois, il n'en est pas toujours ainsi. C'est pourquoi l'ATIH considère que cette situation - conduisant systématiquement à une non-intégration des données du service - doit être détectée au début de la campagne, et plus particulièrement au moment des contrôles préalables (dont c'est l'objectif essentiel). Il est donc demandé au superviseur d'apprécier aussi rapidement et objectivement que possible la réelle aptitude du service à produire des données dans les conditions de délais et de qualité requises.

Il appartient à l'ATIH d'entériner ou de prononcer l'abandon du service.

1^{er} cas : Si le service abandonne avant le début de la campagne, l'ATIH constatera son abandon et le service ne sera pas attribué au prestataire ; il ne figurera pas dans le bon de commande. Aucune rémunération ne sera due au prestataire.

2^{ème} cas : Le service figure dans le bon de commande mais abandonne avant la remise du bilan préalable. Aucune rémunération ne sera due au prestataire.

3^{ème} cas : Si le service a été attribué au prestataire et a fait l'objet d'un bilan préalable, mais qu'il notifie son abandon avant la transmission des données de coupe, le prestataire pourra obtenir la rémunération forfaitaire prévue dans le CCAP.

4^{ème} cas : Si le service a été attribué au prestataire, a fait l'objet d'un bilan préalable, a transmis ses données de coupe et a fait l'objet d'un rapport de cohérence à ce titre, mais qu'il notifie son abandon avant la phase de transmission des données comptables, le prestataire pourra obtenir la rémunération forfaitaire prévue dans le CCAP.

Cas particulier : Si le service a été attribué au prestataire, a fait l'objet d'un bilan préalable, a transmis ses données de comptabilité analytique et a fait l'objet du volet analyse comptable du rapport de supervision, mais qu'il notifie son abandon avant la phase de transmission de la coupe, le prestataire pourra obtenir la rémunération forfaitaire prévue dans le CCAP.

5^{ème} cas : Si le service abandonne plus tardivement dans la campagne, c'est à dire après avoir réalisé la transmission des données de coupe et a minima une transmission de ses données de comptabilité analytique, le prestataire sera rémunéré intégralement pour ce service, sous réserve qu'il produise l'ensemble des livrables attendus. Le prestataire devra notifier clairement dans le Rapport de Supervision les raisons de l'abandon du service.

5. Annexes

Exemples de données à recueillir au cours de la coupe :

- Annexe 1 – Fiche coupe
- Annexe 2 – Fiche intervenant caractéristiques
- Annexe 3 – Fiche intervenant temps
- Annexe 4 – Fiche structure
- Annexe 5 – Fiche transports
- Annexe 6 – Fiche usager